



Clermont- Ferrand le 23/01/2020

A l'attention de Madame la Préfète du Puy de Dôme, Madame Anne-Gaëlle Baudouin-Clerc

A l'attention de Madame Pénicaud, Ministre du Travail

A l'attention de Mr Lemaire, Ministre de l'Economie

En copie aux syndicats CGT et CFDT de l'usine Luxfer à Gerzat

En copie aux salarié-e-s de l'usine Luxfer à Gerzat

MOTION DE SOUTIEN AUX SALARI-E-S DE L'USINE LUXFER

Madame la Préfète du Puy de Dôme, Madame la Ministre et Monsieur le Ministre,

Par cette motion, nous vous assurons de notre plein soutien à l'ensemble des salarié-e-s de l'usine Luxfer, située rue de l'Industrie à Gerzat, en lutte depuis plus de 14 mois pour la sauvegarde de leurs emplois et de leur outil de travail.

Après plusieurs tentatives de trouver une issue favorable au maintien des emplois et de l'activité industrielle sur la commune de Gerzat, nous ne pouvons que déplorer et dénoncer l'attitude des dirigeants de l'entreprise Luxfer.

Depuis l'annonce de fermeture par le groupe fin 2018, les 136 salarié-e-s vivent une situation inhumaine, se sentant totalement abandonné par les différents ministères et peu soutenu par la préfecture du Puy de Dôme. La direction du groupe, non contente de détruire les emplois de ces femmes et hommes, fait preuve d'une attitude méprisante et leur impose de subir de multiples provocations et pressions pour les faire céder dans leur lutte légitime.

C'est une nouvelle situation inadmissible, qui vient alimenter l'hémorragie industrielle qui frappe notre département, malgré les multiples sollicitations envers les services de l'Etat. Luxfer est la seule usine au monde à produire des bouteilles de gaz en très haute qualité pour le marché du médical et de la sécurité. Les principaux marchés sont l'oxygénothérapie (remboursée en quasi-totalité par la sécurité sociale) et les bouteilles d'assistance respiratoire pour les ambulances et les ARI des pompiers (matériel acheté par l'Etat). L'Etat français est un des plus gros clients de Luxfer, il doit d'urgence répondre aux sollicitations des salarié-e-s.

Nous vous demandons par la présente :

- L'arrêt du démantèlement pour que Luxfer honore ses obligations de revitalisation,
- La réquisition de l'usine par l'état pour être vendue a un repreneur.
- Le remboursement par Luxfer des dégâts qu'ils ont déjà causé.
- Un rencontre à Clermont-Ferrand avec M. Lemaire et Mme Pénicaud, en présence de Madame la Préfète et des organisations syndicales CGT et CFDT, pour qu'ils s'expliquent publiquement sur la loi travail et ses répercussions sur les plans de licenciement comme c'est le cas pour les salarié-e-s Luxfer.
- Une aide de l'état sur le reclassement des salarié-e-s.
- Une réponse du Ministère du Travail sur le motif économique des licenciements.

Le syndicat /autre réaffirme son soutien aux salarié-e-s de l'usine Luxfer et demande que l'Etat prenne au plus vite ses responsabilités en apportant une réponse aux revendications de celles et ceux qui contribuent au quotidien à l'excellence de l'industrie française.

Dans l'attente de votre bienveillance réelle à l'égard des salarié-e-s de l'usine Luxfer, recevez, Madame la Préfète, Madame la Ministre et Monsieur le Ministre, l'expression de nos respectueuses salutations.

Pour la section CGT Finances publiques du Puy de Dôme,

le bureau de la section : Marion AUZAT, Cyril GIRARD,
Marie-Christine POUVEROUX et Marie-Thérèse BOTE

